Février 2013 - N° 11

INVESTIR AU CAMEROUN

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE

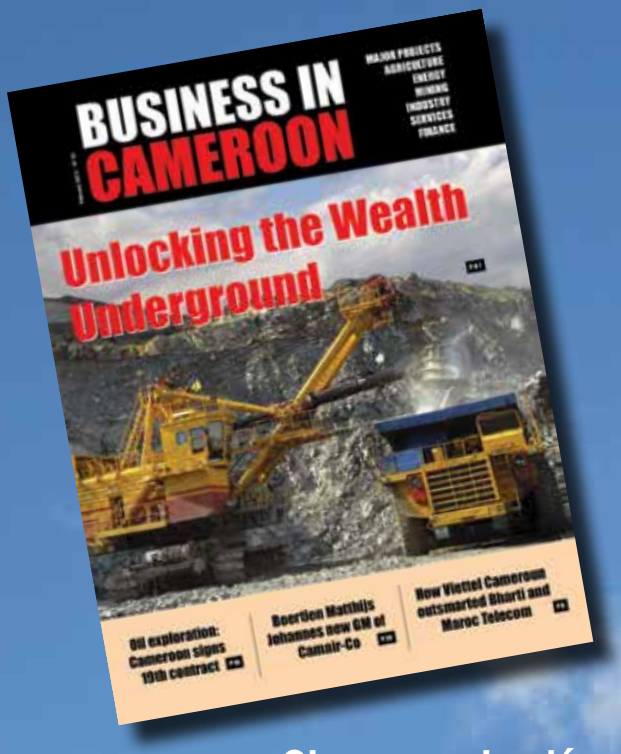
PRIORITÉ AUX CRÉATIONS D'EMPLOIS

Le défi des femmes de Coopaferlos

Le cacao camerounais à l'épreuve des normes internationales

Mines : 60% du territoire encore inexploré

Participez à l'édification du Cameroun de demain



Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun

Les magazines *Business in Cameroon* et *Investir au Cameroun* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres et Bruxelles
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun

AU SOMMAIRE

4 • Paul Biya : « *Le Cameroun est un bon risque* »

6 • Les bailleurs de fonds satisfaits de l'avancement des travaux du barrage de Lom Pangar

8 • 1500 emplois en vue en 2013 pour la construction du barrage de Memve'élé

9 • Le déficit énergétique de 152 MW se transformera dès avril en surplus de 212 MW

10 • La construction du 2ème pont sur le Wouri va démarrer en juillet-août 2013

10 • Le groupe espagnol Emmsa va aménager le lac municipal de Yaoundé

10 • China National Construction Machinery Corporation livre 120 engins de génie-civil au Matgénie

11 • 85,75 milliards FCFA pour la route Kumba-Mamfé au Cameroun

12 • 35% de l'axe routier Yaoundé-Bafoussam-Bamenda déjà réhabilités

12 • 183 millions FCFA dans la promotion des matériaux locaux en 2013

13 • Le groupe hôtelier Onomo International va construire un hôtel de 120 chambres à Kribi

13 • Camair-Co envisage la création de 1000 emplois à l'horizon 2018

14 • 60% du territoire camerounais encore inexploré

15 • Le secteur des assurances emploie 2000 personnes au Cameroun

15 • Les assureurs africains en conférence à Yaoundé

16 • La BDEAC accorde 500 millions FCFA pour le financement des PME camerounaises

16 • La Commercial Bank of Cameroon (CBC) placée en restructuration après trois années d'administration provisoire

17 • 20 milliards FCFA pour le capital des banques des PME et de l'agriculture

18 • La longue marche du cacao camerounais vers les normes du marché européen

23 • Omer Gatien Maledy : « *Cette contrainte, qui peut sembler un frein au départ, est bénéfique* »

26 • La Sodecoton revendique le meilleur prix d'achat du coton en Afrique francophone

27 • Les femmes de Coopaferlos relèvent le défi du café au Cameroun

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur
Mediamania Sàrl
19 rue de Veyrier
1227 Carouge/Genève - Suisse

Directrice de la publication
Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction
Agence ECOFIN, Ayissi LE BEAU, Beaugas-Orain Djoyum, Mamadou CISSÉ, Muriel Edjo, Brice R. Mbodiam.
www.agenceecofin.com

Opérateur
Séquence Media SA
www.sequencemedia.com
Maquette : Jérémie FLAUX,
Réalisation web : Christian ZANARDI,
Corrections : Xavier MICHEL

Régie publicitaire
Mediamania Sarl, Genève
Benjamin FLAUX
Tél +41 78 699 13 72
benjamin.flaux@mediamania.pro
Au Cameroun
regiepubcameroun@mediamania.pro
Tél +237 99 41 60 15

Impression
Rotimpres, Aiguaviva, Espagne

Gratuit – Ne peut être vendu

PAUL BIYA « *Le Cameroun est un bon risque* »

S'adressant aux investisseurs français le 31 janvier 2013, le président de la République du Cameroun, Paul Biya, a affirmé que son pays est une destination où les entrepreneurs français pouvaient investir.

« *Le Cameroun est-il un bon risque ? Nous le pensons et nous le disons. Le Cameroun a-t-il de l'avenir ? Nous le pensons aussi et nous le disons. C'est pourquoi je vous invite à saisir les opportunités qui se présentent aujourd'hui de participer au développement du Cameroun de demain* », a lancé Paul Biya à une centaine de chefs d'entreprise français au cours du Forum économique franco-camerounais, qui a eu lieu au Pavillon Gabriel, à Paris, en France. Le président camerounais a ainsi affirmé à Michel Roussin, vice-président du Medef International, et à ses compatriotes, que « *notre Document de stratégie pour la croissance et l'emploi a défini cinq secteurs prioritaires de concentration de l'investissement qui sont les infrastructures, la production, l'éducation, la santé et la gouvernance. De même, notre nouvelle politique agricole, qui vise à faire du Cameroun le grenier de l'Afrique, appelle la modernisation de notre agriculture, de notre élevage et de notre pêche.* » Il a donc laissé entendre que le pays est disposé à recevoir les entreprises françaises, et surtout disposé « *pour la création de joint-ventures entre les PME françaises et les PME camerounaises* ». Pour le président camerounais, les entreprises françaises ont « *un rôle à jouer dans le renforcement du secteur privé, dont les autorités camerounaises voudraient faire le moteur de la croissance économique de notre pays* ».

Au cours de sa visite de travail en France, du 28 janvier au 7 février 2013, le président camerounais a rencontré son homologue français François Hollande et de nombreuses autres personnalités françaises. Il a accordé au total dix-sept audiences à des cadres français issus du monde politique, des affaires, de la communication, et aussi à des Camerounais résidant en France.

B-O. D.

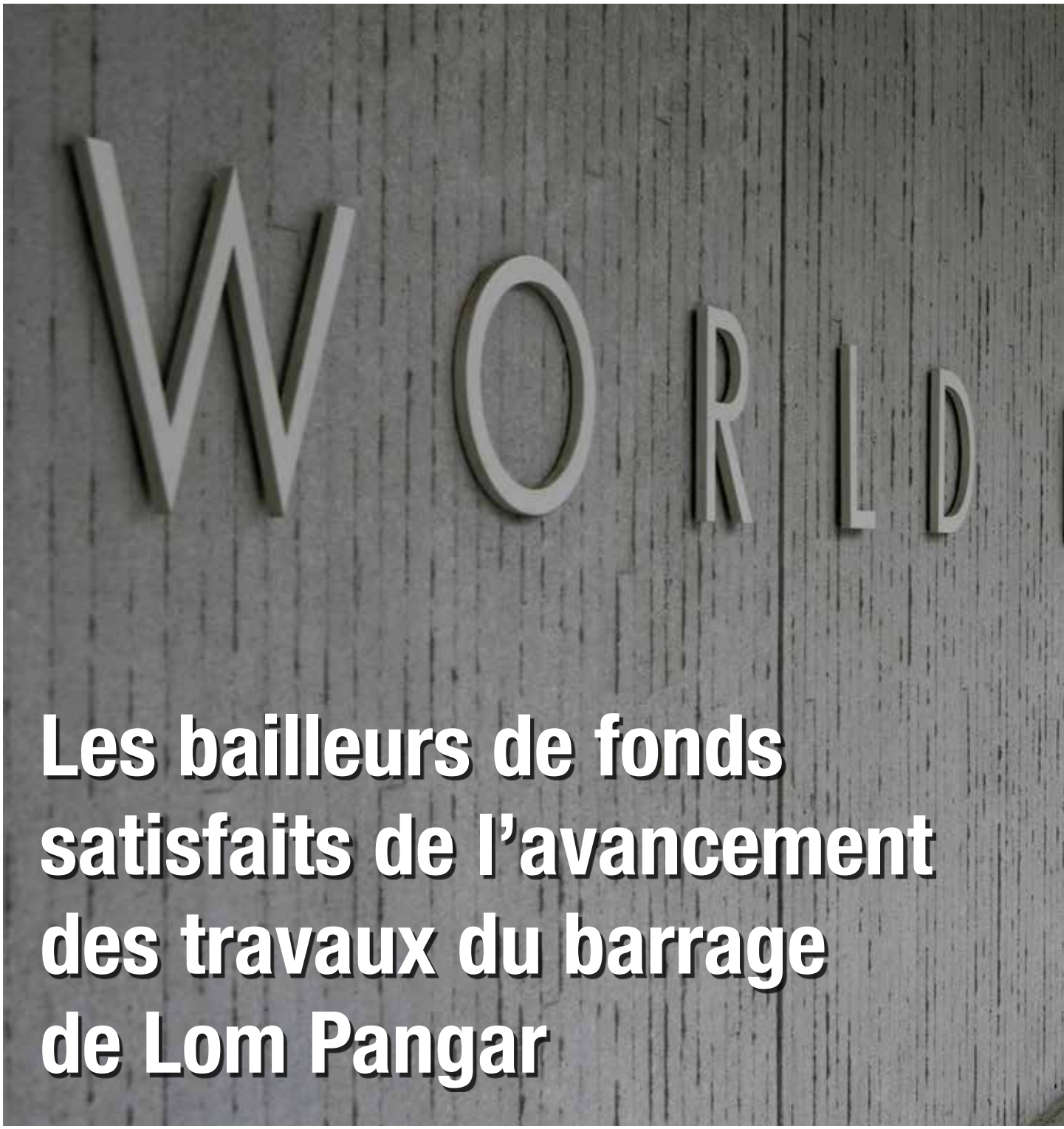
La veille, le chef de l'Etat camerounais était en visite de travail à l'Elysée, avec le président Hollande.

LE CAMEROUN EN BONNE PLACE AU FORUM DE DAVOS...

Le cousin anglophone de votre magazine *Investir au Cameroun* a pris ses quartiers au Forum de Davos, parmi le top mondial des décideurs politiques et économiques, afin de promouvoir les opportunités d'investissement du pays des Lions indomptables.

Un numéro spécial de *Business In Cameroon* y exposait sur 48 pages les projets les plus avancés dans les secteurs des infrastructures, des mines, des énergies et de l'agriculture, dans la langue de Shakespeare, mondialisation oblige.

Le Forum de Davos 2013 a reçu, entre autres, Angela Merkel, Mario Monti, David Cameron, Dmitri Medvedev, Alpha Condé, Jacob Zuma, Goodluck Ebele Jonathan, Pierre Moscovici, Nicolas Sarkozy et, bien-sûr, toute une pléiade d'investisseurs internationaux et de dirigeants de (très) grandes entreprises.



Les bailleurs de fonds satisfaits de l'avancement des travaux du barrage de Lom Pangar

Des représentants de la Banque mondiale (BM), de la Banque européenne d'investissement (BEI), de la Banque africaine de développement (BAD) et de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) ont effectué du 26 au 29 janvier 2013 une descente sur le chantier de construction du barrage réservoir de Lom Pangar, dans la région de l'Est du Cameroun. Une séance de restitution des constats faits sur le terrain a eu lieu dans les locaux d'Electricity Development Corporation (EDC), le maître d'ouvrage du projet, le 31 janvier 2013. Au sortir de cette rencontre, les représentants des bailleurs de fonds cités ci-dessus ont, à l'unisson, dit leur *satisfecit* sur l'état d'avancement et la qualité des travaux en cours de réalisation. « *Le niveau d'avancement des travaux est satisfaisant* », a déclaré Jean-Baptiste Nguema Ollo de la BAD, tandis que Milena Stevanovic de la BEI, après avoir annoncé « *les décaissements de*

la BEI dans les prochains mois », s'est dite également « *satisfaite des avancées qui ont été réalisées, surtout sur le volet technique* ».

BONNE QUALITÉ

De son côté, Daniel Murphy, de la Banque mondiale, a fait remarquer que « *les travaux avancent et [que] leur qualité est bonne* ». « *Globalement, sur le plan technique, nous pensons que le projet se déroule bien avec le renforcement des équipes de l'entreprise* », a confié, pour sa part, Béringar Maïna Ndomnabaye, le représentant de la BDEAC.

La mise en eau partielle du barrage de Lom Pangar, qui sera le plus grand du Cameroun, est prévue en juillet 2013, selon Théodore Nsangou, le DG d'EDC, tandis que la mise en service de l'usine de pied, qui va produire 30 MW d'énergie électrique pour alimenter la région de l'Est, est prévue pour 2016, à en croire la même source.

Brice R. Mbodiam

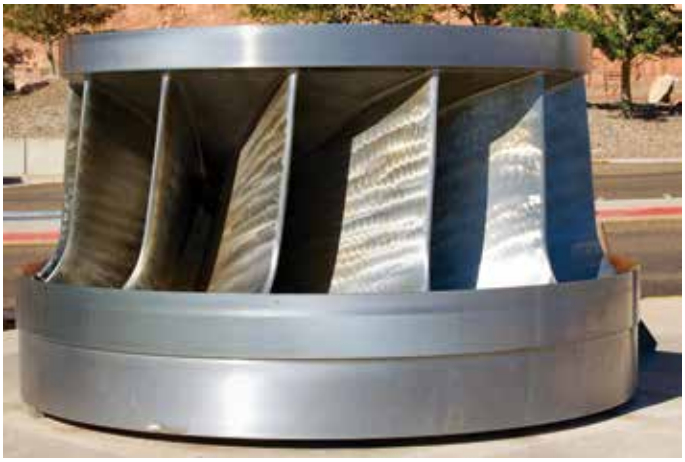
Pour la Banque mondiale, « *les travaux avancent et leur qualité est bonne* ».

1500 emplois en vue en 2013 pour la construction du barrage de Memve'élé

Selon Dieudonné Bisso, le directeur du projet de construction du barrage hydroélectrique de Memve'élé, dans la région du Sud Cameroun, au moins 500 Camerounais ont déjà été recrutés et travaillent sur le site de ce projet.

« *Nous comptons, d'ici la fin de l'année, porter ce nombre à 1500. Une autre phase est prévue au mois de mai. Nous allons rencontrer le directeur de l'Ecole nationale polytechnique, pour que nos ingénieurs qui sont formés dans cette école soient recyclés et que nous les formions à la construction des barrages* », confie Dieudonné Bisso à *Cameroon Tribune*. Le barrage de Memve'élé, dont la première pierre a été posée en juin 2012, devra injecter 201 MW supplémentaires dans le réseau électrique camerounais.

Paul Motazé, l'actuel secrétaire général des services du Premier ministre.



Cet ouvrage est essentiel pour le lancement de l'exploitation du gisement de fer de Nkout, localité située à 26 km de la ville de Djoum, où la société Caminex, filiale camerounaise de Affero Mining, a découvert ce qui est considéré comme le plus important gisement de fer du Cameroun, devant celui de Mbalam, qui est écartelé entre le Cameroun et le Congo.

MISE EN EAU EN 2014

Les travaux de construction de la digue du barrage sont déjà réalisés à 80%, selon le conseil d'administration de Hydro Mekin, la société chargée du pilotage de la construction et de la gestion de cet ouvrage. Le même conseil, présidé par Louis Paul Motazé, l'actuel secrétaire général des services du Premier ministre, annonce la mise en eau de ce barrage pour l'année 2014. Cette année, l'entreprise chinoise China National Engeneering Co, qui s'occupe des travaux de construction depuis février 2010, devrait achever la construction de l'usine de production en contre-bas du barrage, renseigne encore le conseil d'administration d'Hydro Mekin.

La construction de ce barrage est en droite ligne de la politique de développement du secteur de l'électricité au Cameroun, engagée par le gouvernement camerounais. A côté de Mekin sont également prévues les mises en eau des barrages de Memve'élé et de Lom Pangar, dès 2015.

Brice R. Mbodiam

Le déficit énergétique de 152 MW se transformera dès avril en surplus de 212 MW

La mise en service de la centrale à gaz de Kribi est prévue pour ce mois de mars.

En janvier 2013, AES-Sonel, le concessionnaire du service public de l'électricité (production, transport et distribution de l'énergie électrique) au Cameroun, a produit 620 MW d'énergie électrique contre une demande estimée à 772 MW. Calculette en main, le pays, qui broie du noir depuis le début de la saison sèche en janvier, a enregistré un déficit de production de 152 MW. Selon le « *tableau d'équilibre entre l'offre et la demande d'énergie* » au premier semestre 2013, produit le 10 février par AES-Sonel, et dont l'agence Ecofin a eu copie, ce déficit sera de 125 MW en ce mois de février, contre 121 MW au mois de mars 2013.

SURPLUS DE PRODUCTION

Dès avril 2013, avec le retour des pluies et la probable mise en service de la centrale à gaz de Kribi (la SNH rassure que le gaz pourrait être livré à partir du 4 mars 2013), la production va dépasser la demande d'énergie de 210 MW. Ce surplus de production, qui va atteindre 212 MW en mai selon les prévisions d'AES-Sonel, va culminer à 307 MW au mois de juin 2013. Pour mémoire, chaque année au Cameroun le déficit énergétique fait perdre au pays un demi-point de croissance, selon le Ministère de l'économie. Pour inverser la tendance, le gouvernement s'est engagé, depuis l'année 2012, dans un vaste programme de construction de centrales et de barrages à travers le pays.

Ce surplus de production, qui va atteindre 212 MW en mai selon les prévisions d'AES-Sonel, va culminer à 307 MW au mois de juin 2013.

BRM

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE KPDC ACCEPTE L'EXTENSION DE LA CENTRALE À GAZ DE KRIBI

Hans Francis Simb Nag conduira l'étude et présentera ses résultats dans un délai de trois mois.

A la demande du gouvernement camerounais, le conseil d'administration de la Kribi Power Development Corporation (KPDC), filiale du groupe américain AES chargée de la construction et de l'exploitation de la centrale à gaz de Kribi, a validé l'idée de l'extension de cette infrastructure, dont les travaux sont achevés depuis décembre dernier. Le directeur général de KPDC, Hans Francis Simb Nag, a aussitôt, au cours de la session du conseil extraordinaire du 24 janvier 2013, reçu l'instruction de conduire une étude à cet effet, et de présenter les résultats dans un délai de trois mois.

La centrale à gaz de Kribi, qui a actuellement une capacité de production de 213 MW d'énergie électrique, devrait pouvoir produire 330 MW d'énergie après son extension. Laquelle opération devrait coûter, souffle une source interne à KPDC, la bagatelle somme de 15 milliards FCFA.

La construction du 2ème pont sur le Wouri va démarrer en juillet-août 2013

Le 25 janvier 2013, au cours d'une descente sur le terrain dans la capitale économique du Cameroun, le ministre des Travaux publics, Patrice Amba Salla, a annoncé que les travaux de construction du second pont sur le Wouri, à Douala, vont démarrer au mois de juillet, ou au plus tard en août 2013. Le ministre Amba Salla était d'ailleurs à Douala, a-t-il déclaré, pour s'assurer du niveau d'avancement des préparatifs de la cérémonie de pose de la première pierre de cet ouvrage revendiqué par les populations depuis des lustres.
En rappel, le marché pour la construction de ce pont a finalement été attribué au groupement Sogea-Satom (après un litige entre ce consortium et la société Razel) pour une enveloppe globale de 84 milliards FCFA. Le bailleur de fonds de cette infrastructure est l'Agence française de développement (AFD). **MC**

Le groupe espagnol Emmsa va aménager le lac municipal de Yaoundé

D'ici à 2015, le lac municipal de Yaoundé sera transformé en véritable site touristique abritant un hôtel, des espaces verts, des boutiques, un débarcadère... C'est ce qu'a révélé le 7 février 2013 à Yaoundé l'ambassadeur d'Espagne au Cameroun, Marcelino Cabanas Ansorena, au sortir de la signature de la convention de financement d'un montant total de 65,6 milliards FCFA concédé par l'Espagne à l'Etat du Cameroun, et dont la moitié sera affectée à ce projet. La ligne de crédit y afférent a été ouverte, a-t-on appris, dans les livres de la Caixa Bank, en Espagne. Les travaux devraient être achevés dans trois ans. **AE**

China National Construction Machinery Corporation livre 120 engins de génie-civil au Matgénie

En proie à des difficultés financières depuis bientôt dix ans à cause de la chute drastique de son chiffre d'affaires et de l'amenuisement de son parc d'engins, le Parc national du matériel de génie-civil (Matgénie), un établissement public administratif du Cameroun, semble renaître de ses cendres. Le 22 janvier 2013, explique Niwa Long Othon, le DG de cette entreprise publique camerounaise, le Matgénie a officiellement réceptionné un lot de 120 engins de génie-civil livré par la China National Construction Machinery Corporation pour un montant total de 8 milliards FCFA.

ENTRETIEN ROUTIER

Ces engins, souligne le DG, ont été aussitôt déployés sur des chantiers tels que celui du barrage réservoir de Lom Pangar, et tous les autres chantiers de PME impliqués dans l'entretien routier. Les missions du Matgénie sont l'acquisition, la maintenance et le renouvellement des matériels destinés à la construction et l'entretien du réseau routier national, la mise en location de ces matériels, l'exécution à titre onéreux des opérations et prestations entrant dans sa compétence, la formation dans le domaine de l'entretien et de la conduite de ces matériels des travaux publics pour les personnels du Matgénie et des PME.

BRM

85,75 milliards FCFA pour la route Kumba-Mamfé au Cameroun

Les travaux de bitumage de la route Kumba-Mamfé, longue de 150 km, vont débuter au second trimestre de cette année 2013. La révélation a été faite le 9 février 2013 dans la ville de Mamfé, où le ministre camerounais de l'Economie, Emmanuel Nganou Djoumessi, et les responsables de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) et du Fonds africain de développement (FAD) ont procédé à la signature d'une convention de prêt de 85,75 milliards FCFA en faveur de l'Etat du Cameroun, pour le financement du bitumage de la route Kumba-Mamfé.

Cette route permettra de booster le trafic déjà intense entre les régions du Sud-Ouest et du Littoral, mais surtout de connecter le port de Limbé (Sud-Ouest du Cameroun) à l'Etat nigérian du Cross River.

Le plus gros pourvoyeur de fonds pour ce projet est le FAD, avec 43% de l'enveloppe, tandis que la BDEAC et le gouvernement camerounais ont déboursé respectivement 29,16 et 27,26% de l'enveloppe globale du projet. **AE**

35% de l'axe routier Yaoundé-Bafoussam-Bamenda déjà réhabilités

Le 13 février dernier, le ministre camerounais des Travaux publics, Patrice Amba Salla, a parcouru les 370 km de route qui relient les villes de Yaoundé, Bafoussam et Bamenda.

Le ministre camerounais des Travaux publics, Patrice Amba Salla.

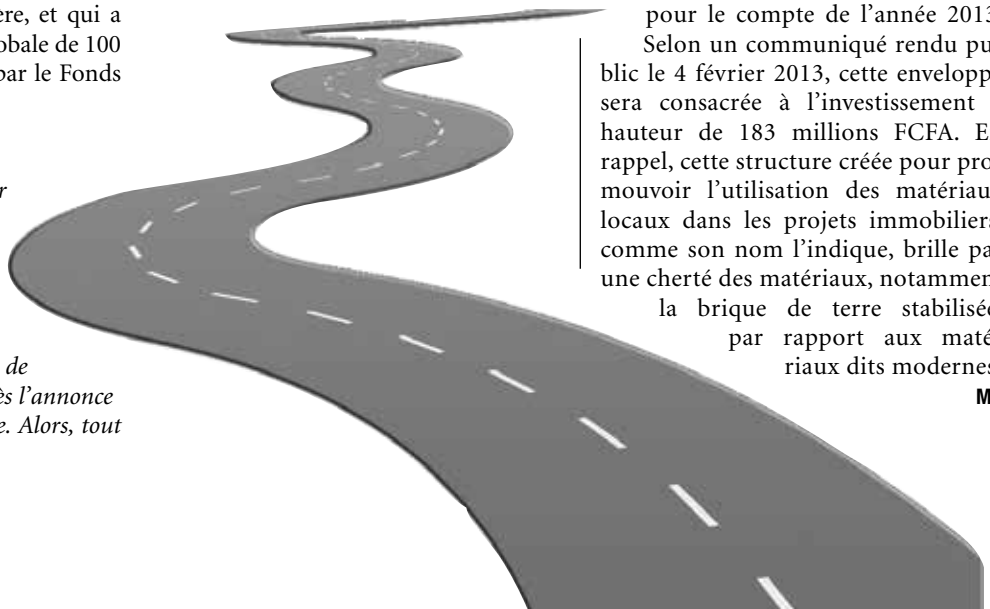
Patrice Amba Salla a annoncé que les travaux de réhabilitation de l'axe routier Yaoundé-Bafoussam-Bamenda, l'un des plus importants du pays, ont déjà été exécutés à 35%. La réhabilitation de cette route est le volet le plus important d'un programme d'entretien routier d'urgence instruit par le chef de l'Etat camerounais l'année dernière, et qui a été doté d'une enveloppe globale de 100 milliards FCFA débloquée par le Fonds routier du Cameroun.

A PIED D'ŒUVRE

« *Il y a lieu d'expliquer d'abord le retard qui a été observé. Nous avions lancé un programme d'urgence sans avoir fait les préalables. C'est-à-dire que les études sur la dégradation de la chaussée ont été faites après l'annonce du lancement du programme. Alors, tout*

L'axe routier Yaoundé-Bafoussam-Bamenda est l'un des plus importants du pays.

ce temps qui est passé a été consacré à ces études. Je pense que le programme commence à sortir de terre sur cette route (Yaoundé-Bafoussam-Bamenda) et sur celle d'Ebolowa-Yaoundé, où le ralliement va commencer très prochainement entre Yaoundé et Mbalmayo. Sur l'axe Banyo-Tibati, l'entreprise est à pied d'œuvre. Sur l'axe Manjou-Yokadouma, l'entreprise est aussi sur le point de démarrer les travaux », a confié le ministre Amba Salla, faisant un tour d'horizon du projet. **AE**



183 millions FCFA dans la promotion des matériaux locaux en 2013

Le budget de la Mission de promotion des matériaux locaux (Mipromalo) a été arrêté en dépenses et en recettes à la somme de 1,126 milliard FCFA pour le compte de l'année 2013. Selon un communiqué rendu public le 4 février 2013, cette enveloppe sera consacrée à l'investissement à hauteur de 183 millions FCFA. En rappel, cette structure créée pour promouvoir l'utilisation des matériaux locaux dans les projets immobiliers, comme son nom l'indique, brille par une cherté des matériaux, notamment la brique de terre stabilisée, par rapport aux matériaux dits modernes. **MC**

Le groupe hôtelier Onomo International va construire un hôtel de 120 chambres à Kribi

Philippe Colleu, le représentant du groupe hôtelier Onomo International, lors du forum économique qui a eu lieu à Paris le 31 janvier 2013, en marge de la visite du président Paul Biya en France, a annoncé que son groupe projette la construction d'un hôtel de 120 chambres dans la cité balnéaire de Kribi. Le groupe, a annoncé son patron, est déjà présent en Côte d'Ivoire et au Sénégal, et compte, en dehors du Cameroun, s'établir en Sierra Léone et au Togo.

MC

L'hôtel Onomo de Dakar.

Camair-Co envisage la création de 1000 emplois à l'horizon 2018

Matthijs Boertin Johannes développe « *la vision de Camair-Co* » à l'horizon 2018.

Dans son plan stratégique 2013-2018, Matthijs Boertin Johannes, le directeur général de Camair-Co, envisage de créer pas moins de 1000 nouveaux emplois au sein de la compagnie. Selon l'intéressé, qui s'est confié à l'agence Ecofin, la compagnie aérienne nationale camerounaise, à l'horizon 2018, aura besoin d'environ 250 pilotes, par exemple (contre 50 pilotes seulement actuellement), et de centaines d'autres personnels naviguant et administratif pour l'exploitation de la flotte de 26 avions projetée en 2018.

De même, soutient le DG, des recrutements vont également s'effectuer dans le cadre du lancement de l'activité de fret, pour laquelle Camair-Co compte s'associer à European Cargo Services (ECS), ou encore du montage d'une unité de maintenance des aéronefs à Douala, autant de projets prévus dans ce que Matthijs Boertin Johannes appelle « *la vision de Camair-Co* » à l'horizon 2018.

Agence Ecofin

CHRISTIAN PERCHAT RECRUTÉ COMME DIRECTEUR COMMERCIAL ET DU MARKETING DE CAMAIR-CO

Christian Perchat est arrivé au Cameroun le 24 janvier dernier. Cet ancien haut cadre d'Air France, d'Air Mauritius et d'Air Seychelles a déjà pris ses fonctions de directeur commercial et du marketing de Camair-Co. « *M. Perchat connaît bien Camair-Co et le marché de l'aviation au Cameroun* », précise le DG de la compagnie aérienne, qui dit avoir recruté ce routier des compagnies aériennes parce que « *l'une de nos grosses faiblesses actuelles, c'est que nous n'avons pas de politique de marketing, nous ne sommes pas agressifs sur ce plan* ».

60% du territoire camerounais encore inexploré

Le territoire camerounais n'a pas encore révélé l'ensemble de ses richesses minières.

Selon le secrétaire d'Etat camerounais à l'Industrie, aux Mines et au Développement technologique, seulement « *40% du territoire camerounais sont couverts par des données géophysiques, géochimiques et géologiques. 60% restent donc non explorés.* »

INFORMATION GÉOLOGIQUE ET MINIÈRE

Fru Calistus Gentry l'a rappelé à Yaoundé le 31 janvier dernier à l'occasion de la signature d'une convention de financement entre l'Etat du Cameroun et la Banque mondiale pour la mise en place d'un projet dénommé « Projet de renforcement des capacités dans le secteur minier (Precasem) », dont l'objectif est « *d'améliorer l'information géologique et minière au Cameroun, et d'intégrer l'activité minière dans le développement du pays* », explique ce membre du gouvernement camerounais. Ce projet est financé à hauteur de 14,5 milliards FCFA (30 millions de dollars) par la Banque mondiale.

EXAMEN FINAL EN AOÛT PROCHAIN

Le Cameroun souhaite son agrément à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), mais le pays n'est pas encore parvenu à en satisfaire toutes les exigences. Le dernier rapport pour obtenir ce statut ou alors être exclu de ce processus sera présenté le 13 août 2013 au comité international de l'ITIE, et portera sur l'exploitation des ressources minières au Cameroun entre 2009 et 2010.

BRM

LA BANQUE MONDIALE AIDE LE CAMEROUN À RENFORCER SON EXPERTISE MINIÈRE

Le projet est axé sur le renforcement institutionnel et sur l'intégration locale/régionale des activités minières. Parmi les résultats attendus, on peut citer l'efficacité dans la gestion du secteur minier (notamment la réduction du nombre de jours pour attribuer des titres miniers), l'accès en ligne des données historiques et des données géologiques nouvellement acquises du secteur minier camerounais, ou encore la publication des directives relatives à la gestion des revenus miniers au niveau local.

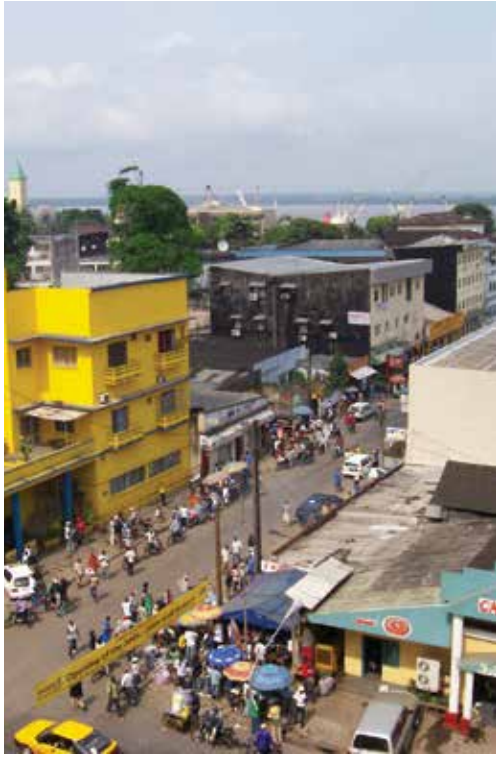
D'après les documents remis à la presse par la Banque mondiale, le projet est financé par un crédit d'assistance technique de l'IDA de 30 millions de dollars. Il a une durée de cinq ans, mais en fonction de la performance du projet un budget additionnel de vingt millions de dollars peut être octroyé.

Le secteur des assurances emploie 2000 personnes au Cameroun

Selon Alexandre Boya, le président de la Mutuelle nationale des assureurs du Cameroun (Munas), le secteur des assurances emploie 2000 personnes sur l'ensemble du territoire camerounais. Cette statistique a été révélée le vendredi 25 janvier 2013 à Limbé, dans la région du Sud–Ouest du Cameroun, où la Munas tenait sa 4ème assemblée générale.

IMPORTANT GISEMENT D'EMPLOIS

Avec 2000 employés, le secteur des assurances apparaît comme l'un des plus importants gisements d'emplois au Cameroun après l'agroalimentaire, dont les premiers représentants en matière de lutte contre le chômage sont la Cameroon Development Corporation (CDC), avec 22 000 emplois, et la Société Sucrière du Cameroun (Sosucam) avec 7000 emplois. **MC**



141 MILLIARDS FCFA DE CHIFFRE D'AFFAIRES POUR LES ASSUREURS

Selon Martin Foncha, le secteur des assurances au Cameroun a réalisé un chiffre d'affaires estimé à 141 milliards FCFA en 2011. Le président de l'Association des sociétés d'assurances du Cameroun (ASAC), qui reprenait ainsi le dernier rapport de l'ASAC, rendu public en juillet 2012, souligne par ailleurs que ce chiffre a progressé de 9,6% par rapport à 2010. Jusqu'à décembre dernier, avant le retrait de la totalité des agréments de la société d'assurances Samiris par la Conférence interafricaine des marchés d'assurances (CIMA), 25 compagnies d'assurances étaient opérationnelles sur le territoire camerounais. Le marché, dans ce secteur, est depuis quelques années dominé par Chanas Assurances, détenteur de 25% des parts de marché.

Les assureurs africains en conférence à Yaoundé

« Assurances et risques sociaux ». C'est le thème retenu par le comité d'organisation de la 37ème assemblée générale de la Fédération des sociétés d'assurances de droit national africain (Fanaf), du 25 au 28 février 2013 à Yaoundé. Cette grand-messe, qui rassemble quelque 600 assureurs africains, honore le Cameroun, second marché du secteur de l'assurance en Afrique du Centre et de l'Ouest après la Côte d'Ivoire, qui préside actuellement aux destinées de la Fanaf grâce à l'assureur Protais Ayangma (ADG de Colina). **AE**

La BDEAC accorde 500 millions FCFA pour le financement des PME camerounaises

Michael Adande, président de la BDEAC.

Le président de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC), Michael Adande, a signé le 13 février 2013 à Douala une convention de prêt avec le directeur général de Fofides, Hamidou Mana, pour accroître les capacités de financement de cette institution de microfinance camerounaise.

PROJETS DE PME

Selon les termes de la convention, sur cette enveloppe globale consentie par la BDEAC à Fofides, 35 millions FCFA seront destinés à la construction de l'immeuble siège de cette institution de microfinance, tandis que le reste des 500 millions FCFA, qui sera logé dans un compte à Ecobank selon une autre convention signée entre la BDEAC, Ecobank et Fofides, sera destiné au financement des projets présentés par les PME. **AE**

La Commercial Bank of Cameroon (CBC) placée en restructuration après trois années d'administration provisoire

Par arrêté signé le 28 janvier 2013 et récemment rendu public, le ministre camerounais des Finances, Alamine Ousmane Mey, place en restructuration la Commercial Bank of Cameroon (CBC), établissement de crédit créé par le milliardaire Victor Fotso et placée sous administration provisoire depuis 2009 à cause des indélicatesses constatées dans la gestion de cette banque à capitaux majoritairement camerounais, notamment la dilapidation de ses fonds propres et le volume important des crédits compromis, le tout imputé à des manœuvres de Yves Michel Fotso, le fils de l'actionnaire majoritaire de la banque.

QUITUS

Selon le ministre, cette restructuration va s'effectuer dans un délai de trois mois, suivant le plan adopté par les actionnaires de l'entreprise au terme du conseil d'administration extraordinaire du 10 mai 2012. Selon un responsable de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC), le gendarme du secteur bancaire dans la zone Cemac, cette institution a enfin donné son quitus à la restructuration parce qu'elle pense désormais que « *si toutes les actions prévues dans le plan sont mises en œuvre, la banque devrait retrouver, à terme, son équilibre* ».

SAUVÉE DE LA BANQUEROUTE

Un *ouf* de soulagement (après trois années d'administration provisoire) pour les actionnaires, les clients de la CBC et l'Etat du Cameroun, cette dernière composante ayant même été contrainte de prendre 20% des actions au sein de cette banque en 2010 pour tenter de sauver de la banqueroute cette institution bancaire dont les actions depuis plus de deux ans laissaient déjà entrevoir un retour progressif à l'équilibre. **BRM**

20 milliards FCFA pour le capital des banques des PME et de l'agriculture

Le ministre Alamine Ousmane Mey a révélé que le capital social pour la création de la Cameroon Rural Financial Corporation (Carfic) et la Banque camerounaise des PME (BcPme Sàrl) a été « *entièrement libéré* ». Il s'agit, selon lui, d'un montant total de 20 milliards FCFA,

90% des entreprises camerounaises sont des PME et PMI, mais 80% d'entre elles ont une espérance de vie de moins de dix ans.

à raison de 10 milliards FCFA par banque. A en croire le Minfi, le lancement des activités de ces deux institutions bancaires est prévu pour cette année 2013.

LEVIERS DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Créées en juin 2011 à l'occasion de deux assemblées générales organisées dans les locaux du Ministère des finances, la Carfic et la BcPme Sàrl sont deux institutions financières publiques devant respectivement contribuer à réduire les difficultés d'accès aux financements pour les agriculteurs et les promoteurs des PME et PMI. De véritables leviers de la croissance économique, si l'on se fie aux informations de l'Institut national de la statistique (INS), qui indique que 90% des entreprises camerounaises sont des PME et PMI (mais 80% d'entre elles ont une espérance de vie de moins de dix ans selon le Groupement Interpatronal du Cameroun – Gicam), et que l'agriculture est pratiquée par 70% de la population camerounaise.

Le ministre Alamine Ousmane Mey a annoncé que le capital des deux banques a été « *entièrement libéré* ».

MAUVAIS SOUVENIRS

En rappel, par le passé, le gouvernement camerounais a déjà disposé de structures de financement des PME et du secteur agricole, qui avaient malheureusement mis la clé sous le paillasson du fait de la mauvaise gestion. Il s'agit du Crédit Agricole et du Fonds de Garantie et d'Appui aux Petites Entreprises (Fogape).

ALB

UN FONDS DE GARANTIE DE 5 MILLIARDS FCFA À LA DISPOSITION DES PME

Le ministre camerounais des Finances, Alamine Ousmane Mey, par ailleurs président du Comité national du crédit, a également publié le 6 février 2013 un arrêté portant création, fonctionnement et organisation du Mécanisme transitoire de financement de la PME. Il s'agit, selon le texte gouvernemental, d'un fonds devant servir de garantie des crédits des PME auprès des banques ou des institutions de microfinance. Logés dans un compte spécial dans les livres de la Banque centrale des Etats membres de la Cemac (BEAC), précise le document dont l'agence Ecofin a eu copie, les fonds de ce mécanisme seront constitués « *de la dotation spéciale de l'Etat de 5 milliards FCFA, de toutes taxes perçues sur les opérations avec les PME bénéficiant des concours du mécanisme transitoire, de la commission de 1% perçue sur les prêts garantis par le mécanisme, les lignes de crédits des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux* ».

La longue marche du cacao camerounais vers les normes du marché européen

Dès le 1er avril 2013, les fèves de cacao qui entreront dans les pays membres de l'Union européenne (UE) devront respecter les normes édictées en 2011 par la Commission de l'UE. Le Cameroun s'est lancé dans une campagne de sensibilisation sur les bonnes pratiques de séchage de son cacao afin qu'il respecte les normes désormais établies. Un challenge complexe et difficile. L'enquête d'Ecofin.

Les fèves de cacao séchées sur du goudron, on les retrouve dans de nombreuses localités au Cameroun. Les producteurs, faute d'argent et d'infrastructures adéquates, optent pour ce choix facile qui est désormais interdit par les pouvoirs publics. Ceux-ci sont engagés dans une campagne de sensibilisation et de répression pour changer cette pratique. Le Ministère du commerce et le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC) ont par exemple effectué les 23 et 24 janvier 2013 une descente sur l'axe Yaoundé-Tonga, où ils ont distribué dans une douzaine de localités 1200 bâches de séchage de cacao à 1100 producteurs. Des bâches d'une taille de 3x6 mètres chacune. Ceci après l'opération coup de poing de décembre 2012 qui consistait à saisir et détruire le cacao séché sur le bitume.

C'est en effet sur l'axe routier Yaoundé-Tonga que l'on a l'habitude d'observer le cacao sécher sur le goudron. La pratique est formellement interdite au Cameroun, parce que le pays veut s'arrimer aux exigences du marché international. Notamment au règlement de l'Union européenne du 19 août 2011, qui fixe les nouvelles teneurs maximales pour les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) dans le cacao et qui entre en vigueur dès le 1er avril 2013. Plus encore, indiquent les experts, le cacao séché sur le goudron est nocif pour la santé de l'homme. « *Cette opération de distribution de bâches participe de la volonté des pouvoirs publics de vous aider à avoir de bonnes fèves de cacao. Tout cacao qui serait à présent trouvé sur le goudron sera tout simplement saisi et détruit. La loi est claire à ce sujet. Les autorités administratives ici présentes doivent être sans concession à ce sujet. Tout cacao séché sur le goudron doit être saisi et brulé* », a déclaré le ministre camerounais du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, dans

les différentes localités où il a officiellement remis des bâches. Pour démontrer cette détermination, le 24 janvier 2013, treize sacs de cacao d'environ 100 kg chacun saisis sur du goudron ont été mis au feu à Bafia, dans la région du Centre, en présence de quelques producteurs.

SÉCHOIRS COMMUNAUTAIRES

Les producteurs ont donc accueilli avec plaisir le don des bâches du Conseil interprofessionnel du cacao et du café. Mais ils ont clairement indiqué au CICC et au ministre du Commerce que cela restait insuffisant. « *Une bâche par producteur, c'est déjà un pas. Mais c'est insuffisant. Moi particulièrement, par campagne cacaoyère, je récolte quatre tonnes de fèves de cacao. Vous comprenez qu'une bâche de 3 x 6* mètres *ne peut pas suffire pour le séchage de cette quantité-là* », confie à Ecofin Boniface Enguenbi, un producteur de la localité de Boutourou. Pour lui, les autorités gagneraient à construire de grands séchoirs communautaires dans les principales zones de production.

D'autres producteurs par contre ont indiqué leur mécontentement au CICC et au Ministère du commerce. « *Nous n'avons pas reçu de bâches, alors que nous sommes les producteurs. Certains récipiendaires dans la localité de Nyokon ne sont même pas des producteurs. Il n'y a pas eu un véritable travail de recensement des producteurs sur le terrain* », se plaint Cyrille, producteur dans la localité de Nyokon, dans le département du Mbam et Inoubou. Le ministre du Commerce répond que les producteurs qui n'ont pas obtenu les bâches avaient refusé de se faire recenser par les autorités car ils pensaient qu'il s'agissait d'une

Un séchoir en bambou en Equateur.

campagne de répression. Mais, promet-il, de nouvelles bâches seront à nouveau offertes après une autre phase de recensement. Au sujet de l'insuffisance des bâches, Luc Magloire Mbarga Atangana affirme que les pouvoirs publics en sont conscients. « *Ce que nous faisons est un processus. Il fallait bien commencer par quelque chose. La suite suivra. Vous pouvez comptez sur la détermination des pouvoirs publics. Il y aura une large session de rattrapage. Nous allons faire un recensement beaucoup plus large* », a promis le ministre aux populations.

INSÉPARABLE GOUDRON

En dépit de la campagne qui a été lancée par le gouvernement camerounais en décembre 2012 (spot TV et radio en français, en anglais et en langues locales sur les dangers du séchage des fèves de cacao), bon nombre de producteurs persistent dans leurs pratiques anciennes. Faute d'argent et d'infrastructures de séchage. En général, les pouvoirs publics demandent aux cacaoculteurs d'adopter des bonnes pratiques post-récolte. Ils recommandent le séchage sur des bâches, sur des claies, sur des aires cimentées ou encore sur des fours en bon état. Mais de nombreux producteurs rencontrés indiquent que ce ne sera pas facile d'abandonner le séchage sur le goudron. « *Je ne vais pas vous tromper, la majorité des producteurs, y compris moi-même, vont continuer de sécher les fèves de cacao sur le goudron. Pour la simple raison que nous n'avons pas assez de moyens financiers pour nous procurer des séchoirs ou des bâches en quantité. J'utilise les petites nattes pour le séchage. Mais avec des tonnes de récoltes, les nattes ne peuvent plus suffire et l'on est obligé de passer au goudron* », explique Alphonse Ebot, producteur de cacao dans la localité de Ndikinimeki. Cacaoculteur dans la même localité, Cyrille Bohin a le même son de cloche. « *Actuellement, c'est sur le goudron que je sèche mon cacao. Et je ne sais pas si je vais arrêter cela. D'ailleurs, la seule bâche que l'on offre à certains producteurs, je ne l'ai pas reçue. Et je n'ai pas d'argent pour m'en procurer.*

« Ma plantation, c'est mon entreprise. Je la gère bien et je me sens plus libre et plus indépendant. C'est pourquoi j'utilise un séchoir en bambou surélevé et non plus le goudron. »

La solution est simple : que le gouvernement donne assez de bâches à tous les producteurs », propose M. Bohin. Par contre, d'autres producteurs ont compris la nécessité de professionnaliser leurs activités. C'est le cas de Daniel Obounou, 38 ans et produc-

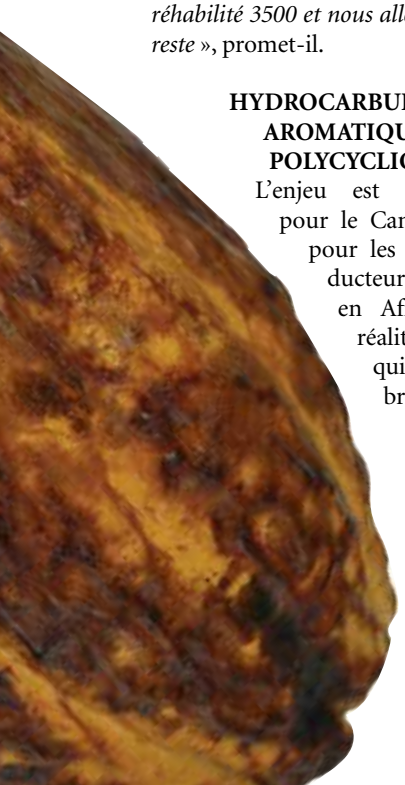
LE CAMEROUN, PRODUCTEUR D'UN CACAO DE QUALITÉ

Quand il est récolté dans de bonnes conditions, le cacao camerounais est très prisé sur le marché international. Car il est un cacao de qualité. Et Michaël Ndoping, le DG de l'Office national du cacao et du café (ONCC), sait vanter les mérites de ce cacao. « *Le cacao camerounais a une poudre rougeâtre précitée, une grosseur homogène des fèves (95 à 104 fèves au 100g), une bonne tradition de fermentation qui dégage beaucoup d'arôme et de goût, une bonne acidité, une amertume et un goût corsé et une bonne teneur en beurre. Ce qui fait que sur le marché international, il est très sollicité* », explique-t-il.

Ces nouvelles variétés ont la particularité de résister mieux à la pourriture brune et aux capsides, principaux fléaux du cacaoyer au Cameroun.

Selon le Ministère camerounais du commerce, l'essentiel de la production cacaoyère du Cameroun a longtemps été la variété Trinitario, hybride combinant la rusticité de la variété Forastero et l'arôme fin de la variété Criollo. De nouveaux croisements à partir de différents clones sont aujourd'hui produits et vulgarisés par l'IRAD et la SODECAO, deux organismes respectivement chargés de la recherche et du développement de la culture du cacao. Ces nouvelles variétés ont la particularité de résister mieux à la pourriture brune et aux capsides, principaux fléaux du cacaoyer au Cameroun. Elles présentent en plus une meilleure productivité, soit 700kg à 1000kg/ha au bout de dix-huit mois, contre 369kg/ha au bout de cinq à six ans pour les plants traditionnels introduits par l'administration coloniale. Il faut noter qu'au Cameroun, la filière cacao est entièrement libéralisée.

teur à Sangmelima, dans la région du Sud. « *Je suis fils de planteur et j'ai toujours eu confiance en le travail de la terre. C'est important d'avoir sa propre entreprise. Ma plantation, c'est mon entreprise. Je la gère bien et je me sens plus libre et plus indépendant. C'est pourquoi j'utilise un séchoir en bambou surélevé et non plus le goudron. Mais ce que j'attends du gouvernement, c'est qu'il nous aide à avoir des autobus modernes de séchage très faciles à utiliser* », souhaite-t-il. Le président du CICC, Apollinaire Ngwe, lance quant à lui un appel aux agriculteurs : « *Il nous faut et nous devons maintenir la notoriété du label Cameroun. Il est important d'abandonner le séchage des fèves de cacao sur le goudron, et le CICC est là pour aider les producteurs.* » Valentin Foketchia, le vice-président du CICC, explique que dans un proche avenir, le CICC va offrir d'autres moyens de séchage aux producteurs de cacao. « *Depuis un moment, le label camerounais a perdu quelques points sur le plan international. Il faut rétablir cela. Les bâches sont insuffisantes, mais dans les jours à venir, le CICC va construire des claies-nattes dans les zones de production des régions du Centre et du Sud. Nous allons également réhabiliter les fours de séchage dans la région du Sud-Ouest. Il y en a 9000. Mais l'Union européenne en a déjà réhabilité 3500 et nous allons faire le reste* », promet-il.



HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES

L'enjeu est important pour le Cameroun et pour les pays producteurs de cacao en Afrique. En réalité, le texte qui met en branle les Etats africains, c'est le règlement (UE) n° 835/2011 de la Commission du 19 août 2011 modifiant le règlement (CE) n° 1881/2006 en ce qui concerne les teneurs maximales pour les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HPA) dans les denrées alimentaires. Dans ce texte, il est indiqué qu'il « *convient de fixer les teneurs maximales en HAP dans les fèves de cacao à des niveaux aussi bas que raisonnablement possible et compte tenu des possibilités technologiques actuelles des pays producteurs. Il convient également de les fixer par rapport à la matière grasse, étant donné leur concentration dans la fraction lipidique, c'est-à-dire, le beurre de cacao.* » L'article 2 de ce règlement indique que « *les denrées alimentaires non conformes aux teneurs maximales applicables à compter du 1er avril 2013 en vertu du point 6.1.2 de l'annexe du règlement (CE) n° 1881/2006, telle que modifiée par le présent règlement, et mises légalement sur le marché avant le 1er avril 2013, peuvent continuer à être commercialisées après cette date jusqu'à leur date de durabilité minimale ou la date limite de consommation* ».

Au Cameron, environ 400 000 personnes tirent l'essentiel de leurs revenus du cacao.

Pour le laboratoire phytosanitaire PhytoControl, ce règlement tient compte de nouvelles données concernant la présence de HAP cancérogènes, et présente une toute autre approche d'un point de vue réglementaire. « *Initialement, le benzo(a)pyrène était utilisé comme seul marqueur de la présence des HAP cancérogènes, mais de nouvelles données ont montré que celui-ci n'était pas un marqueur adéquat et qu'un système de quatre substances spécifiques (HAP4 : somme*

1200 BÂCHES DE SÉCHAGE DISTRIBUÉES AUX PRODUCTEURS DE CACAO SUR L'AXE YAOUNDÉ-TONGA

Le Ministère du commerce et le CICC ont distribué entre les 23 et 24 janvier 2013 dans une douzaine de localités sur l'axe Yaoundé-Tonga 1200 bâches de séchage de cacao à 1100 producteurs. « *Cette opération de distribution de bâches participe de la volonté des pouvoirs publics de vous aider à avoir de bonnes fèves de cacao* », a déclaré le ministre camerounais du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, dans les différentes localités où il a remis officiellement des bâches. A l'occasion, il rappelle que tout cacao saisi sur le goudron sera brûlé.

des benzo(a)pyrène, benz(a)anthracène, benzo(b)fluoranthène et chrysène) serait l'indicateur le plus approprié de la présence de HAP », peut-on lire sur son site web. En clair, indique le laboratoire, le règlement fournit donc des teneurs maximales à respecter en benzo(a) pyrène et pour la somme des HAP4 citées ci-dessus. Selon ce laboratoire, les principales sources de HAP se divisent en deux catégories : les sources anthropiques (imputables aux activités humaines) et les sources naturelles (éruptions volcaniques ou feux de forêt). Ce sont des composés chimiques génotoxiques et cancérogènes principalement formés suite à une combustion incomplète ou à une décomposition de la matière organique par la chaleur, apprend-on. « *Les sources principales d'exposition sont la consommation d'aliments potentiellement contaminés par des HAP, soit via des facteurs environnementaux, soit via des procédés de transformation industrielle ou domestique des aliments (fumaison, chauffage, cuisson au charbon, séchage, etc.)* », explique Phyto-Control.

> ***« Depuis un moment, le label camerounais a perdu quelques points sur le plan international. Il faut rétablir cela. »***

Selon Michel Schleiffer, le chargé des programmes de Développement rural à la délégation de l'UE au Cameroun, le maître mot de ce règlement, c'est la volonté et la recherche de l'amélioration de la sécurité alimentaire des consommateurs. Cela veut dire que pour la sécurité sanitaire des aliments qui entreront en Europe, les fèves de cacao et ses produits dérivés qui proviendront de l'Afrique ou d'ailleurs et qui ne respecteront pas ces teneurs ne seront plus admis dans les pays membres de l'UE à partir d'avril 2013. Du moins, s'il n'y a pas de nouveaux délais. Il affirme que l'Europe a besoin d'« *un produit cultivé, récolté, fermenté et séché selon les meilleurs standards* ». « *Et la qualité,* souligne Michel Schleiffer, *dépend d'abord des soins apportés par le producteur à sa plantation, puis à sa récolte et aux opérations de fermentation et de séchage. Les acheteurs et exportateurs sont ensuite supposés respecter le produit. Par exemple en évitant "le bétonnage" entre les diverses qualités.* »

ENJEUX

Ce sont les pays africains qui sont concernés au premier niveau, car la production mondiale pour la campagne de 2011-2012 s'élève à quatre millions de tonnes. D'après l'ICCO, l'Organisation internationale du cacao, sur cette production, l'Afrique fournit 2,9 millions de tonnes, soit 71% de la production. Au Cameroun, environ 400 000 personnes tirent l'essentiel de leurs revenus du cacao. Avec le café, le cacao occupe plus de 6000 planteurs, indique le Ministère du commerce. Leurs revenus sont estimés à plus de 250 milliards de francs CFA en 2010, si l'on s'en tient aux statistiques de l'Office national du cacao et du café (ONCC). Le cacao est la principale culture d'exportation du pays, avec 40% des exportations du secteur primaire. A l'approche de la date du 1er avril 2013, le pays veut donc sauvegarder tous ces acquis et les consolider davantage. D'où la campagne de sensibilisation et de distribution des bâches de séchage. Mais le travail à faire reste immense, car bon nombre de cacaoculteurs ne disposent pas des moyens financiers pour se procurer des dispositifs modernes pour la phase post-récolte. Un challenge.

Beaugas-Orain Djoyum

1300 KG DE CACAO DE « MAUVAISE QUALITÉ » MIS AU FEU À BAFIA

13 sacs de cacao d'environ 100 kg chacun, saisis en plein séchage sur le goudron sur l'axe Yaoundé-Tonga, ont été mis au feu à Bafia, dans la région du Centre, par le Ministère du commerce et le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC) le 24 janvier 2013. C'était en présence de quelques producteurs. « *Tout cacao qui serait à présent trouvé sur le goudron sera tout simplement saisi et détruit. La loi est claire à ce sujet. Les autorités administratives ici présentes doivent être sans concession à ce sujet. Tout cacao séché sur le goudron doit être saisi et brûlé* », a indiqué le ministre camerounais du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana.

Omer Gatien Maledy : « *Cette contrainte, qui peut sembler un frein au départ, est bénéfique* »

Pour le secrétaire exécutif du Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC) du Cameroun, la réglementation de l'UE sur les teneurs maximales en hydrocarbures aromatiques polycycliques va renforcer la qualité du cacao camerounais.

***Investir au Cameroun* : Quelle comparaison faites-vous entre le cacao camerounais et le cacao ivoirien en termes de qualité ?**
Omer Gatien Maledy : Il est reconnu que le Cameroun possède un cacao unique au monde, en raison de sa couleur rouge et de la richesse de ses fèves en beurre. Je cite Barry Callebaut : « *Le chocolat au lait produit à partir du cacao aux fèves rouges du Cameroun, couplé à une technique supplémentaire de séchage, a un goût unique. C'est le fruit de la fertilité de ses terres, mais aussi le goût unique d'une terre volcanique.* » C'est ce qui explique la grande qualité des produits dérivés du cacao camerounais. A ce titre, et sous réserve de qualité, il peut être classé comme cacao de niche. Autant d'avantages que nous devons capitaliser en appliquant toutes les bonnes pratiques à tous les niveaux de la chaîne de valeur.

***IC* : La réglementation de l'UE sur les teneurs maximales en hydrocarbures aromatiques polycycliques dans les denrées alimentaires, signée en août 2011 par José Manuel Baroso et qui entrera en vigueur en avril 2013, sera-t-elle un frein à l'exportation du cacao camerounais dans la zone de l'UE ?**
OGM : Cette réglementation, à première vue, peut être perçue par certains comme un frein. En effet, l'itinéraire technique à suivre pour mettre en champ, fertiliser, produire, écabosser, fermenter, sécher et conditionner le cacao pourrait sembler ardu pour qu'en plus il faille limiter les teneurs maximales en pesticides et en hydrocarbures aromatiques polycycliques. Mais tout bien pesé, cette contrainte, qui peut sembler un frein au départ, est bénéfique pour la filière en ce sens qu'elle renforce le niveau de qualité et de sécurité sanitaire du cacao camerounais, et ce faisant améliore l'image de l'Origine Cameroun, ce qui génère une plus-value pour le producteur, et partant pour l'ensemble de la filière.

Omer Gatien Maledy : « *Il est reconnu que le Cameroun possède un cacao unique au monde, en raison de sa couleur rouge et de la richesse de ses fèves en beurre.* »

***IC* : Que pensez-vous de cette disposition de l'Union européenne ?**
OGM : Ne perdons pas de vue que le cacao est un produit de consommation, et dans un souci de protection de la santé publique pour les Européens comme pour nous-mêmes, les teneurs maximales sont nécessaires pour certains aliments, dont le cacao. Ces mesures s'appliquent également aux aliments pour lesquels les processus de fumaison ou de séchage peuvent être à l'origine de niveaux élevés de contamination, et pour les aliments pour lesquels la pollution environnementale peut être à l'origine d'un niveau élevé de contamination, notamment le poisson et les produits de la pêche. Dans la mesure où la preuve est faite que certains hydrocarbures aromatiques polycycliques sont des cancérogènes génotoxiques et où le consommateur veut limiter la teneur de ces substances dans

ses aliments, il nous appartient de prendre les mesures afin de nous conformer à la réglementation.

***IC* : Comment le Cameroun se prépare-t-il à cette échéance (avril 2013) ?**

OGM : Le Cameroun n'attend pas la prise d'effet de ce contrôle le 1er avril prochain pour prendre les mesures qui s'imposent. Le gouvernement camerounais est engagé dans la lutte contre l'insécurité alimentaire à travers plusieurs projets et programmes de développement rural, parmi lesquels le Programme d'appui au programme spécial de sécurité alimentaire (PSSA). Pour ce qui est de l'Interprofession, trois programmes œuvrent activement pour négocier

> ***« Cette contrainte est bénéfique en ce sens qu'elle renforce le niveau de qualité et de sécurité sanitaire du cacao camerounais, et ce faisant améliore l'image de l'Origine Cameroun. »***

en douceur ce nouveau cap d'exigence en matière de qualité. Il s'agit en premier lieu du Programme d'appui à l'organisation de la commercialisation, qui vise entre autres objectifs l'instauration des bonnes pratiques de commercialisation (ventes groupées, groupage des produits par grade et degré de séchage, interdiction de mélanges, etc.). Le Programme de promotion des bonnes pratiques agricoles est également conduit par l'Interprofession, avec comme vitrine la plus visible les campagnes de sensibilisation (TV, radio, affichage) sur les bonnes pra-

LES ORGANISMES EN CHARGE DE LA PRODUCTION DU CACAO AU CAMEROUN

Au Cameroun, cinq organes nationaux participent à la production et la promotion du cacao. Il s'agit de la SODECAO, de l'ONCC, de l'IRAD, du FODECC et du CICC. Brève présentation de ces différentes structures.

La Société de développement du cacao (SODECAO), créée en 1974, a pour mission principale de promouvoir la production du cacao, et plus généralement le développement de la zone cacaoyère. Ceci à travers la mise en œuvre de la stratégie de redressement et de développement de l'économie cacaoyère nationale. Parmi ses missions, on peut citer la production et la diffusion des plants de cacaoyers performants, ou encore l'encadrement technique des producteurs, leur formation et leur structuration.

L'Office national du cacao et du café (ONCC) est l'organe administratif chargé du suivi de la qualité à l'export et de la représentation de l'Etat camerounais auprès des organismes internationaux du cacao et du café.

Le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC) est quant à lui l'organe paritaire regroupant les organisations professionnelles des filières café/cacao. Il est constitué des représentants de tous les opérateurs du secteur privé, à savoir : les producteurs, les acheteurs, les usiniers, les transformateurs locaux, les entreprises de contrôle qualité, les exportateurs. Le Conseil doit donner son avis ou présenter ses propositions sur toute question ou réforme du système de production et de commercialisation du café et du cacao. Il détermine les critères d'exercice dans les professions de la commercialisation du café et du cacao et fournit une caution morale du bon déroulement des opérations.

Le Fonds de développement du cacao et du café (FODECC), créé en mars 2006, a pour but d'accorder des soutiens financiers aux projets relatifs au cacao et au café.

La mission de l'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD) s'étend à tous les produits agricoles. Pour ce qui est du cacao, l'institut, créé en 1996, effectue des recherches afin d'améliorer la qualité de la production via la fourniture de semences de qualité.

Toutes ces structures participent à la production et à la commercialisation d'un cacao de qualité au Cameroun.

BOD

tiques de séchage. En outre, aux côtés du Programme de l'Interprofession, de nombreux opérateurs – des acheteurs notamment – conduisent les organisations de producteurs à la certification, laquelle va bien au-delà des valeurs résiduelles des pesticides et des hydrocarbures aromatiques polycycliques pour embrasser des concepts aussi importants que l'équité, la traçabilité, la durabilité (économique, sociale et environnementale).

« Un programme de rénovation et de construction de fours à cacao est en cours. »

***IC* : L'un des problèmes du Cameroun est le séchage des fèves ; qu'est-ce qui est envisagé pour améliorer la qualité du séchage des fèves de cacao ?**

OGM : Un programme de rénovation et de construction de fours à cacao est en cours ; le spot télévisé sur les bonnes pratiques de séchage diffusé sur les antennes camerounaises ne vous a certainement pas échappé ; des séminaires de formation et de remise à niveau des organisations de producteurs sont conduits par l'Interprofession sur le terrain. Enfin, pour régler cette question de façon spécifique et définitive, l'Interprofession et le gouvernement viennent de lancer trois actions d'envergure dans le cadre d'un plan d'urgence : la réhabilitation des fours de séchage dans les zones à forte pluviométrie, notamment la région du Sud-Ouest, la réhabilitation et la construction des aires de séchage au profit des organisations de producteurs dans des zones bien déterminées, et enfin la distribution des bâches aux producteurs ne pouvant pas disposer d'une surface permanente pour le séchage du cacao.

***IC* : En marge de ces mesures, quelles sont les dispositions prises par le Cameroun pour que son cacao soit de meilleure qualité sur le marché international ?**

OGM : En plus des aspects que nous venons d'analyser, l'Interprofession, conjointement avec le Programme EDES (ACP), est en train de mettre sur pied un guide d'autocontrôle dans les filières cacao et café du Cameroun. C'est un programme qui met les acteurs au cœur du processus de contrôle de la qualité de leurs produits, chacun dans le segment qui lui incombe. Ainsi, si chacun s'acquitte de ses responsabilités et que les intermédiaires véreux sont mis hors jeu, il est quasiment certain que le cacao mis en marché sera de meilleure qualité sur les plans local et international. Il convient aussi de relever que la mise en œuvre de l'autocontrôle prédispose les acteurs concernés à la certification.

Propos recueillis par Beaugas-Orain Djoyum

La Sodecoton revendique le meilleur prix d'achat du coton en Afrique francophone

La Société de développement du coton (Sodecoton), fleuron de l'industrie dans la partie septentrionale du Cameroun, a acheté le kilogramme de coton aux producteurs lors de la campagne 2012 à 265 FCFA, contre 250 FCFA un an plus tôt.

Selon le directeur général de cette entreprise, « *c'est le meilleur prix de la filière coton en Afrique francophone* ». Iya Mohamed s'exprimait ainsi le 22 janvier dernier à Yaoundé, à l'occasion de la cérémonie de signature d'une convention de prêt de 15 milliards FCFA entre la Sodecoton et un pool de cinq banques locales constitué par la CBC, la BICEC, Afriland First Bank et Ecobank.

VOIR GRAND

Au cours de cette cérémonie, le DG de la Sodecoton a par ailleurs invité les banques du consortium à aller au-delà des crédits à court terme accordés à la Sodecoton depuis trois ans maintenant. « *Je vous demande désormais de voir grand et d'anticiper. Ne vous contentez plus des crédits à court terme (18 mois). Aidez-nous à rénover nos infrastructures grâce à des crédits à moyen et long termes. Accompagnez la Sodecoton dans la voie de la modernisation dans laquelle elle s'est engagée* », a-t-il proposé aux banquiers du pool.

ALB

CINQ BANQUES PRÊTENT 15 MILLIARDS FCFA À LA SODECOTON

Un crédit de 15 milliards FCFA a été accordé, remboursable en 18 mois et extensible à 20 milliards FCFA selon les besoins de la campagne cotonnière 2013. Dans le détail, Afriland First Bank a le plus contribué à la réalisation de ce prêt syndiqué en mobilisant 5 milliards FCFA, soit 33% de l'enveloppe globale, contre 3 milliards FCFA chacun pour la BICEC et Ecobank, tandis que la CBC et la SGBC ont mobilisé chacune 2 milliards FCFA. C'est le troisième prêt ainsi octroyé par les mêmes banques à la Sodecoton après les 6,5 milliards FCFA de 2010 et les 10 milliards FCFA de 2012. L'argent, à en croire Iya Mohamed, le DG de la Sodecoton, va servir à l'achat des intrants à mettre à la disposition des 250 000 cotonculteurs encadrés par la Sodecoton. Au cours de la dernière campagne, la production de cette entreprise agroalimentaire est passée de 134 000 tonnes à 185 000 tonnes.

VERS UNE PRODUCTION RECORD DE 240 000 TONNES DE COTON EN 2013

Selon le directeur général de la Société de Développement de Coton (Sodecoton), Iya Mohamed, la production de cette entreprise agro-industrielle camerounaise au cours de la campagne 2013 devrait culminer à 240 000 tonnes. Soit une progression substantielle de 55 000 tonnes, en comparaison avec les 185 000 tonnes de la dernière campagne. Pour atteindre cet objectif et booster les capacités de production des 250 000 producteurs répartis sur les différents sites de production de la Sodecoton, l'entreprise devra aussi combattre l'évasion des stocks des producteurs camerounais vers le Nigeria voisin.

Rebecca Kamgue

Les femmes de Coopaferlos relèvent le défi du café au Cameroun

Fondatrice et présidente de la Coopérative agropastorale des femmes rurales du Littoral, Ouest et Sud-Ouest (Coopaferlos), située à Mélong, dans le département du Moungo, grand bassin de production de Robusta, Rebecca Kamgue détaille, pour les spécialistes de *CommodAfrica*, les coûts de production du café et les défis à relever pour les 4000 femmes qui sont membres de la Coopérative, via leurs GIC.

Triage de café au Cameroun.

Comment se décompose le prix FOB Douala du kilo de café ?
Rebecca Kamgue : Tout d'abord, le plant de café acheté à la pépinière coûte 300 FCFA, auxquels s'ajoute le coût de la main d'œuvre pour défricher, travail normalement fait par les hommes, qui est de 40 000 FCFA par hectare – cela prend à peu près une semaine pour défricher un hectare. Ensuite vient la cueillette, normalement réservée aux femmes. Elles sont payées par jour, et donc cela dépend de la force de travail de chacune d'elles : certaines femmes font 3000 FCFA par journée, d'autres 2000, mais certaines arrivent à gagner jusqu'à 5000 FCFA par journée.

Comment est organisé le travail des femmes ?
RK : Les femmes travaillent à tour de rôle dans le champ de chacune, se donnant un coup de main. Je prends un exemple : si je dois récolter dans mon champ, les femmes qui viennent m'aider seront payées selon ce que chacune récolte. Si une femme a récolté deux sacs, elle aura 2000 FCFA car, à la récolte, chaque sac de kg est payé 1000 FCFA. Donc aux coûts de main-d'œuvre, il faut ajouter le prix des intrants. Il faut au minimum huit sacs d'intrants à l'hectare pour les deux campagnes, sachant qu'un sac coûte 19 500 FCFA. C'est un coût important lorsqu'on multiplie huit sacs par les 19 000 ha de caféiers que totalise Coopaferlos.

De là, combien sont payées les autres étapes jusqu'au port ?
RK : Le café récolté est ensuite séché bord champ et mis dans des sacs de 300 kilos. Ce café séché part en usine, et après décorticage, ces 300 kilos ne font plus que 72 kg décor-

Rebecca Kamgue, fondatrice et présidente de la Coopérative agropastorale des femmes rurales du Littoral, Ouest et Sud-Ouest (Coopaferlos).

tiqués, dont 2 kg pour le poids du sac. Donc, si le prix du jour est à 850 FCFA, ce sac de 70 kg nets de café décortiqué est vendu à 59 500 FCFA.

Quel est le coût du transport ?
RK : Nous, les femmes, n'avons pas de moyens de transport ; nous louons les véhicules. Un sac de café allant du champ à l'usine à Mélong coûte 1000 FCFA, si on prend un village qui est à environ une trentaine de kilomètres. Nos membres sont dispersés sur une vaste étendue, et cela dépend où se trouvent les villages par rapport à l'usine de Mélong. D'où la difficulté pour nous qui découle du manque de magasins de stockage selon les bassins de production. Si nous avions des magasins de stockage, cela éviterait ce transport en plus.

Acheminez-vous votre café jusqu'au port de Douala ?
RK : Nous n'allons pas jusqu'au port de Douala pour éviter toutes les tracasseries routières – la police, la gendarmerie, etc. Ils créent souvent des ennuis liés au pesage ou autres qui, en réalité, n'existent pas. C'est pourquoi lorsque nous tombons d'accord avec un exportateur, il vient sur place à l'usine de Mélong pour charger le café après la pesée.

S'il n'y avait pas de telles tracasseries routières, voudriez-vous aller jusqu'au port de Douala ?
RK : Oui, nous irions jusqu'à Douala car cela rapporterait plus, de l'ordre de 50 FCFA par kilo. Evidemment, il y a le manque de moyens logistiques : il faut acheter les camions, payer le carburant, la manutention, le chauffeur, etc. Malgré tout, si on conduisait jusqu'à Douala, ce serait plus rentable. Si nous avions un camion de 60 tonnes, cela nous permettrait chaque semaine de faire une livraison au port.

Etant une grosse structure de production, représentant 5% du café produit au Cameroun, pourquoi ne pas avoir recours à un crédit bancaire pour acheter un camion ?
RK : Les taux d'intérêt bancaires sont très élevés, de l'ordre de 18 à 22%. Il n'existe pas de banque agricole qui pourrait nous accorder des taux préférentiels. Le gouverne-

ment en a parlé et nous attendons que cela se concrétise.

Quel pourcentage de votre production part à l'exportation ?
RK : Je ne sais pas. Lorsque l'exportateur vient à notre usine, nous nous entendons selon les prix du jour des différents grades dont nous disposons et il l'embarque. Nous ne savons pas où le café va après. Il doit encore être séché si le taux d'humidité du grain est trop élevé, et être passé au calibrage pour établir les différents grades. Depuis sept à huit ans que nous travaillons dans cette filière, nous travaillons avec le président du Conseil interprofessionnel café-cacao (CICC), Ngwe Appolinaire : c'est lui notre principal exportateur. Mais nous sommes en train de conclure un accord avec des Marocains qui viendront directement à notre usine pour chercher le café.

Comment avez-vous eu l'idée de créer Coopaferlos ?
RK : J'étais styliste en couture et je me suis rendue en Côte d'Ivoire il y a des années pour acheter des tissus. Comme j'étais fille de paysan, je me suis rapprochée des coopératives ivoiriennes pour essayer de comprendre ce qui se passait dans le cacao. J'ai compris que les femmes étaient très bien organisées et, de ce fait, elles bénéficiaient de l'appui du gouvernement ivoirien. Je me suis dit qu'au Cameroun, si les femmes s'organisaient au sein de la filière café, le gouvernement pourrait nous apporter une attention particulière. C'est ainsi qu'au retour de Côte d'Ivoire, je suis allée dans les associations de femmes à Mélong pour leur expliquer ce que j'avais vu en Côte d'Ivoire et comment les femmes contribuaient à la filière cacao. Nous aussi, nous pourrions nous mettre aux cotés de nos maris, pour booster la production ensemble. Car à l'époque, dans les années 60 jusqu'aux alentours de 1975, ne pouvait parler café qu'un homme. C'était une filière réservée aux hommes ; les femmes n'y étaient impliquées que comme main-d'œuvre. C'est tout. Elles n'avaient pas de champs à elles. Nous nous sommes rendu compte que c'était dangereux, car si nos maris venaient à décéder en premier, les femmes ne pouvaient plus rien. Les champs de café deviennent vite sales car c'est le mari qui nettoie les plantations, et donc les enfants ne peuvent plus aller à l'école, les mères ne peuvent plus se soigner. Je me suis donc dit que c'était un danger, qu'il fallait que la femme puisse prendre la relève et qu'il y avait quelque chose à faire.

Que représente Coopaferlos aujourd'hui ?
RK : Aujourd'hui, nous sommes 4000 femmes qui sommes regroupées en 68 GIC (Groupement d'initiative commune) et 38 unités de base. Notre production l'année dernière s'est élevée à 3000 t, ce qui représente environ 5% de la production totale du Cameroun. Ici, dans la région de Mélong, nous ne faisons que du Robusta. Dans la ville même de Mélong, il y a 68 usines, toutes privées, en dehors de ma coopérative.

Quelle est votre préoccupation majeure ?
RK : Intensifier la productivité. C'est notre préoccupation majeure. Nous avons déjà bien progressé car dans le cadre du programme PSCC (Projet semencier cacao café), le Ministère de l'agriculture, le Minader, nous a dotées de 35 000 nouveaux plants de Robusta, ce qui nous permet aujourd'hui de faire environ 3 tonnes à l'hectare, alors qu'il y a trois ans nous faisions encore 1,5 t/ha. Nous avons suivi l'itinéraire technique qu'ils

SEULEMENT 200 TONNES DE CAFÉ TRANSFORMÉES AU CAMEROUN EN 2012

Selon le ministre camerounais du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, qui a présidé le 17 janvier dernier dans la ville de Dschang, à l'Ouest du Cameroun, le lancement de la campagne cacaoyère 2012-2013, bien que toujours insuffisante pour que la filière en tire de substantielles plus-values, la transformation locale du café a augmenté lors de la dernière campagne de 28 tonnes. A en croire les statistiques officielles communiquées par le gouvernement, elle est passée de 172 tonnes à 200 tonnes. La production locale, quant à elle, a connu une augmentation de près de 12 000 tonnes (soit une hausse de près de 31%), passant de 26 322 tonnes en 2010-2011 à 38 127 tonnes au cours de la dernière campagne.

L'ITALIE ET L'ALLEMAGNE SONT LES PLUS GROS CONSOMMATEURS DE CAFÉ CAMEROUNAIS

La plus grande partie de la production de café Robusta produite au Cameroun lors de la dernière campagne caféière a été vendue au port de Trieste, en Italie, ont révélé l'Office national du cacao et du café (ONCC) et le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC). C'était le 17 janvier dernier lors du lancement de la nouvelle campagne. Selon les mêmes sources, le plus grand acheteur de l'Arabica camerounais au cours de la campagne 2011-2012 est l'Allemagne.
Les deux grands consommateurs de café camerounais que sont l'Italie et l'Allemagne ont bénéficié du concours des exportateurs que sont Uccao, Olam et West Hills Coffee, qui, au cours de la dernière campagne, ont tenu le haut du pavé des exportations du café produit au Cameroun.

nous ont appris et avons été nous-mêmes surprises du résultat. Des boutures améliorées avec de bonnes pratiques culturales permettent d'avoir des rendements élevés.

Que pensez-vous du fait que le Robusta ait, au niveau international, une image moins bonne que l'Arabica, et qu'il soit payé moins cher ?
RK : Le département de Mélong a les plus beaux cafés, mais les coxeurs ont détruit notre café. Car le coxeur va chez le paysan et lui demande tout de suite un sac de café pour 10 000 FCFA en lui disant qu'il le paiera en septembre. Donc on ne laisse pas le planteur récolter son café au bon moment, lorsqu'il est bien mûr. Le coxeur est toujours derrière lui en lui disant : il faut récolter, il faut récolter ! Du coup, le café est récolté alors qu'il n'est pas toujours mûr. D'autre part, on ne laisse pas au planteur le temps de bien tourner son café pour qu'il soit bien sec. On a quelquefois du café avec un taux d'humidité de 14-15%, mais vous trouvez dans des usines privées du café avec un taux d'humidité allant jusqu'à 30%. Et le coxeur mélange du café bien sec avec du café moisi qu'il a acheté moins cher, et cela détruit la qualité de notre café. Le coxeur est toujours pressé car il veut faire du volume ! C'est pourquoi nous, les femmes, nous avons voulu nous détacher des usines privées pour mettre sur pied notre structure pour pouvoir démontrer que nous sommes capables de produire de la bonne qualité. Si, dans les autres régions caféières, les femmes s'organisaient au sein de coopératives, nous pourrions décrier haut et fort ce système du coxage qui détruit la qualité de notre café. On a libéralisé sans mettre de garde-fous. Pour résoudre cette question de qualité du café, il faut que l'Etat reprenne les choses en main.

Estimez-vous que la consommation nationale doit vraiment être encouragée ?
RK : Nous avons cette préoccupation et avons suggéré au Conseil interprofessionnel café-cacao (CICC) de nous accompagner avec de petites unités de transformation et de brûlerie sur place. Cela nous permettrait de transformer au moins un tiers de notre production pour pouvoir nous-mêmes consommer notre propre production. Car le café qu'on achète ici, au marché, est très cher. Les structures de transformation sont surtout basées à Douala ; il faut pouvoir le faire ici, à Mélong. Le café serait moins cher et nous serions fiers de consommer notre propre café.

Lorsque le prix international du café chute, vos membres se désintéressent du café…
RK : Avec l'expérience des années antérieures, les paysans ont compris qu'il ne fallait plus abandonner le verger, même si les prix du café sont bas. On a vu que ceux qui avaient abandonné leur verger lorsque le prix international a augmenté étaient obligés de reprendre à zéro, alors que ceux qui avaient continué en diversifiant leurs cultures, mais en continuant d'entretenir leurs caféiers, ont vite gagné en tonnage. Cela a été une leçon et personne aujourd'hui ne veut tomber dans le piège. Aujourd'hui, dans les plantations de café des membres de Coopaferlos, il y a aussi du bananier plantain, du palmier à huile, du maïs, etc., et ça permet de prévenir la chute du prix international du café. C'est pourquoi dans notre coopérative de femmes, nous avons instauré le système de cultures diversifiées : nous produisons du maïs au milieu de la plantation, ce qui nous permet d'entretenir les caféiers. Nous ne voulons plus abandonner le verger caféier, même temporairement.

Faites vous-même l'actualité

www.agenceecofin.com/com

INVESTIR AU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun

L'APPLICATION SUR IPHONE, IPAD ET ANDROID